



En Jeu. Histoire et mémoires vivantes



---

N° 5 | 2015

La démocratie à l'épreuve de l'« état d'exception »

---

## Dexia, un coup d'État permanent

**Renaud VIVIEN**

---

**Édition électronique :**

**URL :** <https://en-jeu.numerev.com/articles/revue-5/865-dexia-un-coup-d-etat-permanent>

**DOI :** numerev\_1487

**ISSN :** 2269-2347

**Date de publication :** 05/06/2015

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

---

Pour **citer cette publication** : VIVIEN, R. (2015) Dexia, un coup d'État permanent. *En Jeu. Histoire et mémoires vivantes*, (5). [https://doi.org/10.34745/numerev\\_1487](https://doi.org/10.34745/numerev_1487)

En sauvant les institutions financières privées de la faillite, l'État belge a vu sa dette fortement augmenter. Ces sauvetages ont pris deux formes : la recapitalisation financière et l'octroi de garanties d'État pour couvrir leurs dettes. La garantie de l'État belge sur les dettes de Dexia SA (surnommée « bad bank ») a fait l'objet de deux recours devant le Conseil d'État introduits par trois associations et deux députées. Ensemble, ils demandent l'annulation de cette garantie au motif que les actes pris par l'exécutif pour l'accorder sont illégaux. Les enjeux autour de l'annulation de cette garantie sont multiples : économiques, sociaux, politiques, et touchent aux fondements mêmes de la démocratie représentative. Dans la première partie de ce texte, l'auteur revient sur les différentes étapes du naufrage du groupe Dexia et sur l'adoption des deux arrêtés relatifs à la garantie d'État attaquée en justice. Dans la deuxième partie, il explique en quoi ce cas Dexia constitue un véritable coup d'État contre le pouvoir législatif et judiciaire. Dans la troisième partie, il donne des perspectives juridiques et politiques en abordant notamment l'audit citoyen de la dette et le contrôle citoyen du secteur bancaire.